

«L'Inde est menacée de devenir une théocratie»

ASIE Alors que le premier ministre sortant Narendra Modi est donné favori des élections législatives, la militante Teesta Setalvad alerte sur la dérive en cours dans la plus grande démocratie du monde. Interview.

PAR MATTHIEU ROSSI

En Inde, près de 970 millions d'électeurs sont appelés aux urnes pour les élections législatives qui se déroulent en sept phases, du 19 avril au 1er juin. Tandis que le premier ministre sortant, Narendra Modi, se présente pour un troisième mandat consécutif, l'opposition, une partie de la presse et de nombreux militants des droits de l'homme dénoncent une dérive illibérale du pouvoir.



Les minorités religieuses en Inde vivent dans un sentiment d'aliénation et de peur.

TEESTA SETALVAD

C'est le cas de la journaliste et écrivaine Teesta Setalvad, l'une des militantes des droits civiques les plus connues du pays. À 62 ans, la secrétaire de Citizens for Justice and Peace (CJP) – une organisation créée pour défendre les victimes des pogroms anti-musulmans du Gujarat en 2002 – s'inquiète de voir la démocratie pluraliste indienne devenir une théocratie hindoue autoritaire. Entretien.

Quels sont, selon vous, les principaux enjeux des élections qui se déroulent actuellement en Inde ?

Pour beaucoup d'entre nous qui faisons partie des mouvements sociaux et des mouvements de défense des droits de

l'homme, cette élection n'est pas comme les autres. Il ne s'agit pas de savoir si l'opposition va gagner ou si tel ou tel parti va remporter le scrutin ou le perdre. En effet, cette élection représente une forme de lutte contre un état d'urgence non déclaré par le gouvernement.

Comment cela ?

Idéologiquement, le régime actuellement au pouvoir ne croit pas en une Constitution républicaine et en un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. Ce régime croit au gouvernement de la petite minorité religieuse d'hindous de la caste supérieure, à une citoyenneté séparée, et à un renversement de la Constitution.

Depuis dix ans, nous assistons à l'érosion totale de la gouvernance démocratique régie par le mandat constitutionnel d'égalité, de non-discrimination et de justice. C'est une guerre qui se déroule en ce moment même au sein de l'ensemble du système.

De quelle manière cette érosion démocratique se manifeste-t-elle ?

Nous avons ainsi constaté de très nombreux cas d'exclusion et de violence. L'ensemble du cadre institutionnel s'en trouve affecté : l'exécutif, le législatif ainsi que l'appareil de maintien de l'ordre, soit la police et les paramilitaires, ainsi que la manière dont ceux-ci fonctionnent vis-à-vis de la population.

Ce régime – je ne l'appelle pas gouvernement, mais régime –



Le premier ministre Narendra Modi est le grand favori des élections législatives indiennes, qui se déroulent jusqu'au 1er juin. KEYSTONE/AP/RAJESH KUMAR

a dirigé le pays grâce à une militarisation, une instrumentalisation des lois indiennes et notamment l'utilisation abusive et la manipulation de lois anti-terroristes et anticorruption comme la Prévention du blanchiment d'argent (PMLA) et la Prévention des activités illicites (UAP).

Comment expliquez-vous ce phénomène ?

Cela n'est pas nouveau, mais c'est au cours des dix dernière

années et des deux mandats du premier ministre Narendra Modi que cela a pris toute son ampleur. Cela est en grande partie dû à l'idéologie du parti de Modi, le Bharatiya Janata Party (BJP), inspirée par le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS).

Que sait-on de cette milice paramilitaire hindoue ?

Cette organisation, qui fêtera ses 100 ans l'an prochain, croit fondamentalement à la

ségrégation de la citoyenneté. Elle croit aussi, et elle l'a écrit, que les musulmans, les chrétiens et les communistes sont les ennemis internes de la nation hindoue vue comme leur idéal.

Tout ce que les nationalistes hindous mettent en œuvre lorsqu'ils sont au pouvoir a pour but d'invisibiliser les minorités religieuses, de les prendre pour cible, de s'assurer qu'elles n'aient pas la possibilité de s'exprimer, qu'elles ne

bénéficient pas des droits naturels, et ainsi ne soient pas égaux et dignes de la citoyenneté. Je le dis avec un certain sens des responsabilités et d'humilité : les minorités religieuses en Inde vivent dans un sentiment d'aliénation et de peur. La menace de voir l'Inde passer d'une démocratie constitutionnelle républicaine à une théocratie autoritaire est bien réelle.

Narendra Modi a d'ailleurs eu des mots très durs envers les musulmans...

En effet, le 21 avril, le premier ministre a utilisé les analogies les plus déplorables non seulement pour dire des contre-vérités sur les minorités religieuses – mais aussi pour faire ce qu'il fait le mieux, c'est-à-dire diaboliser et stigmatiser les musulmans, la plus grande minorité religieuse de l'Inde.

Ce sont des insultes qui divisent et sont indignes de la position de premier ministre d'un pays pluriel aussi diversifié et merveilleux que le mien. Je pense qu'il a, malheureusement, parfois réussi cela dans le passé dans son État natal du Gujarat, en utilisant ce même langage...

Quel est votre espoir ?

Lors des premiers tours des élections, il n'y a pas eu de véritable réaction ou d'enthousiasme pour ce genre de discours de haine. C'est encourageant. Par ailleurs, l'opposition se réveille enfin de manière significative. C'est ce qui ressort des premiers résultats, même s'il faut encore rester prudents. **PROTESTINFO**

La Chine encercle Taïwan

TAIWAN Les manœuvres d'encerclement de Taïwan en cours visent à tester la capacité militaire à «prendre le pouvoir».

Ces manœuvres, baptisées «Joint Sword-2024A», interviennent après la prestation de serment lundi du nouveau président taïwanais Lai Ching-te. Son discours d'investiture a été perçu par la Chine comme un «aveu de l'indépendance de Taïwan». Entamées jeudi matin, elles impliquent l'armée de terre, la marine, l'armée de l'air et l'unité des fusées. Elles devaient durer jusqu'à hier, mais les analystes prévoient qu'elles pourraient être prolongées ou renouvelées. Leur objectif est de vérifier la «capacité de prendre le pou-

voir et de frappes conjointes, ainsi que de contrôle de territoires clés», a déclaré hier un porte-parole du commandement du théâtre oriental de l'armée chinoise.

Jeudi, des navires et des avions militaires ont donc encerclé Taïwan, Pékin affirmant que ces exercices constituaient une «punition sévère» contre les «séparatistes» de l'île, qui finiront «dans le sang».

Appel «à la retenue»

Taïwan «défendra les valeurs de liberté et de démocratie», a réagi jeudi Lai Ching-te. Ce der-

nier est décrit par Pékin comme un «dangereux séparatiste» pour ses déclarations passées en faveur de l'indépendance de Taïwan, même s'il a depuis lors modéré son discours. «Je me tiendrai sur la ligne de front avec nos frères et sœurs de l'armée pour défendre ensemble la sécurité nationale», a-t-il ajouté.

La Chine estime que Taïwan est l'une de ses provinces, qu'elle n'a pas encore réussi à réunifier avec son territoire depuis la fin de la guerre civile et l'arrivée au pouvoir des communistes en 1949.

Depuis quelques années, Pékin a intensifié ses menaces et les pressions politiques, économiques et militaires sur Taïwan. Ces manœuvres ont lieu «dans

le détroit de Taïwan, au nord, au sud et à l'est de l'île de Taïwan, ainsi que dans les zones situées autour des îles de Kinmen, Matsu, Wuqiu et Dongyin», proches de la côte est chinoise.

L'ONU a appelé à éviter toutes les parties à «s'abstenir de toute action pouvant aggraver les tensions». A Washington, un haut responsable ayant requis l'anonymat a affirmé que les Etats-Unis «surveillaient de très près» la situation et appelaient la Chine «à la retenue».

La République populaire de Chine dit privilégier une réunification «pacifique» avec le territoire insulaire de 23 millions d'habitants, mais n'exclut pas d'employer la force. **ATS**

L'ONU a reçu des indications d'abus

BIRMANIE Les Rohingyas dans l'Etat de Rakhine sont victimes d'abus.

La ville de Buthidaung a été incendiée deux jours après le retrait de l'armée, a affirmé hier depuis la région un responsable du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. L'Armée d'Arakan (AA) avait pris le contrôle de ce territoire. Le Haut-Commissariat corrobore les indications sur la responsabilité de cet assaut contre le village. «Nous en avons, mais

nous devons encore les vérifier», dit le responsable régional de l'agence onusienne.

Les abus ont toutefois commencé dans les semaines précédant les affrontements entre l'armée et l'AA, commencés il y a une semaine. «Un certain nombre de violences peuvent être attribuées à l'Armée d'Arakan, un grand nombre à l'armée», a précisé le responsable du Haut-Commissariat.

Quatre décapitations perpétrées par les rebelles ont été authentifiées par son bureau. D'autres témoins parlent de tirs contre les villageois qui tentaient de fuir. **ATS**